



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

raffinage

Question au Gouvernement n° 1934

Texte de la question

AVENIR DU SITE DE PRODUCTION DE LA CLIO ET DE LA RAFFINERIE TOTAL DE DUNKERQUE

M. le président. La parole est à Mme Christine Marin, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire. Mme Christine Marin. Monsieur Estrosi, il y a dix jours, vous étiez aux côtés du Président de la République pour obtenir du président de Renault, M. Carlos Ghosn, des engagements clairs sur la production en France de la Clio IV. Il a fallu toute votre énergie (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) pour faire comprendre à ce constructeur français, dont l'État est pourtant actionnaire, qu'il ne peut se désintéresser de l'emploi dans ce pays.

Depuis, une rumeur insistante a jeté le trouble dans ma région du Nord-Pas-de-Calais, déjà si lourdement touchée par des décennies de désindustrialisation : le groupe Total s'apprêterait à fermer sa raffinerie de Mardyck, près de Dunkerque. Ce sont encore 360 salariés directs du groupe pétrolier et près de 400 salariés des différents sous-traitants qui sont menacés.

Alors que, dans quelques jours, le groupe Total va annoncer des bénéfices de plusieurs milliards d'euros (*Vives exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*), cette éventualité apparaît comme une provocation pour un territoire déjà si fragilisé.

Depuis, devant votre réaction très ferme, il semble que Total ait reconsidéré sa position.

M. Jacques Desallangre. Attendez les régionales !

Mme Christine Marin. Vous nous avez déjà plusieurs fois apporté la preuve, monsieur le ministre, de la volonté du Gouvernement de ne rien lâcher, de tout faire pour préserver le tissu industriel et le développer. Pouvez-vous nous dire ce qu'il en est de l'avenir industriel de la raffinerie des Flandres, à Dunkerque ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. Christian Estrosi, ministre chargé de l'industrie.

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. Madame la députée, vous avez raison de rappeler que, conformément à la volonté du Président de la République et du Premier ministre...

Plusieurs députés SRC. Répétez-le !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. ...nous avons rappelé au président de Renault que nous avons beau soutenir les stratégies des grands groupes français à l'international, la production industrielle française doit se faire en France si l'on veut qu'elle profite aux Français. Je vous confirme donc que la production de la Clio IV, pour le volume destiné à la France et à une grande partie de l'Europe, se fera bien sûr à Flins.

M. Jacques Desallangre. Ce n'est pas vrai !

M. Patrick Lemasle. C'est faux !

M. Christian Estrosi, *ministre chargé de l'industrie*. De la même manière, nous avons fait savoir au groupe Total qu'il n'était pas question, bien que nous soyons conscients, au terme du Grenelle de l'environnement et des politiques que nous menons en faveur de l'environnement, que l'activité pétrolière est en baisse, de fermer la raffinerie des Flandres à Dunkerque s'il ne se mettait pas en place une activité de substitution pour garantir la pérennité de l'emploi sur le site de Dunkerque.

Une discussion a ainsi été engagée et des études ont été menées pour garantir à chaque salarié l'avenir de son emploi dans le respect de ses compétences, ainsi que pour mettre en place un centre d'assistance technique et

une école de formation liée aux métiers de la raffinerie, et afin de conduire une étude avec EDF pour créer un terminal méthanier.

Que ce soit clair : on ne touchera pas au centre de raffinerie de Total à Dunkerque s'il n'y a pas d'activité de substitution. La pérennité de l'emploi est donc garantie. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*)

J'ai connu l'époque où l'État restait les bras ballants et se plaignait de ne pouvoir tout faire. Le Gouvernement de François Fillon et le Président de la République démontrent que l'État stratège pour défendre l'emploi en France et la production française est désormais devenu une réalité. (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe UMP.*)

Données clés

Auteur : [Mme Christine Marin](#)

Circonscription : Nord (23^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1934

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Industrie

Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 3 février 2010

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 3 février 2010